LE
COMMENTAIRE

de Frédéric Cherbonnier
et Emmanuel Thibault

Réformons la fiscalité, par Toutatis !

Depuis les récents et médiatiques départs de nos plus irréductibles Gaulois, Astérix (Christian Clavier) à Londres et Obélix (Gérard Depardieu) à Néchin puis en Mordovie, le chef de l'Etat plaide en faveur d'une harmonisation fiscale afin que « *les écarts ne permettent pas le dumping fiscal chez certains, que ce soit auprès des sociétés, mais aussi des citoyens* ». Simple menhir jeté dans la mare pour faire diversion ou véritable potion magique ?

Les impôts servant entre autres à financer les biens publics, une harmonisation fiscale complète ne semble pas souhaitable. Il est naturel en effet de moduler les impôts selon que l'on tient à bénéficier de services publics de qualité (comme en France) ou pas. L'Américain Charles Tiebout a développé dès 1956 l'idée du « vote par les pieds », sur laquelle s'est construite la théorie du fédéralisme budgétaire : chacun, s'il le peut, choisit son lieu de résidence dans la zone qui offre la combinaison qu'il préfère de biens publics et de pression fiscale. Cette concurrence entre pays semble saine, puisqu'elle permet, à travers la menace de l'exil, de responsabiliser davantage les pouvoirs publics.

Cependant, lorsqu'on tient compte des inégalités et des questions d'éthique, les choses se compliquent, car les pieds des individus vont conduire les riches là où ils paieront le moins d'impôt, les pauvres là où ils recevront le plus de prestations. Un mécanisme qui tend à limiter la capacité à redistribuer d'un pays. Les politiques en tiennent compte, tout en agissant opportunément pour mieux assurer leur réélection. Leurs décisions se font alors

au détriment des ménages à revenus moyens (imposables et peu mobiles), face à une coalition hétéroclite réunissant bas revenus (exonérés) et riches (mobiles). La concurrence fiscale, influencée par des groupes aux intérêts divergents, n'est alors plus optimale.

A minima, un zeste d'harmonisation fiscale serait donc le bienvenu en Europe. Mais, vu les débats suscités récemment par la mise en place d'une taxe sur les transactions financières

**Les pieds des individus
vont conduire les riches
là où ils paieront le moins
d'impôt, les pauvres
là où ils recevront
le plus de prestations.**

**Les Français ont
l'impression que des
riches quittent la France
après avoir profité des
failles de notre système
fiscal et des généreuses
subventions publiques.**

dans la zone euro, c'est chez nous qu'il convient de chercher des solutions. Il semble vain de corriger une fiscalité lacunaire par des tranches d'imposition excessives ou des mesures dérisoires contre l'optimisation fiscale. Veillons donc déjà à ce que l'impôt reste progressif, c'est-à-dire à ce que le taux d'imposition augmente bien avec la base d'imposition. Comme l'ont montré Camille

Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, notre système fiscal devient franchement régressif au sein des 5 % les plus riches, et surtout chez les 1 % les plus riches (dont le taux d'imposition avoisine les 30 %). Visons également une fiscalité du capital simple et uniforme en s'inspirant de la « flat tax » de nos voisins.

Dit autrement, respectons un principe simple : un bon impôt est un impôt avec une base large. Cela permettra, sans limiter son caractère redistributif, de baisser les taux marginaux et de limiter l'optimisation fiscale. Un milliard correctement placé offre par exemple un rendement annuel de plus de 4 % en moyenne sur longue période. Imposé à « seulement » 30 %, cela rapporterait plus de 10 millions au fisc par an. Un prélèvement juste que nos multimilliardaires semblent loin d'avoir acquitté tout au long de leur vie.

De telles réformes dépassionneraient le débat puisque les Français auraient moins l'impression que des riches quittent la France après avoir profité des failles de notre système fiscal et des généreuses subventions publiques, tout en résolvant en partie notre problème de dette. Un rapport de l'Inspection des finances révélait par exemple en 2011 que 53 milliards d'euros étaient accordés inutilement au travers de niches fiscales, plus que le montant total des impôts sur le revenu payés par les Français !

Frédéric Cherbonnier est professeur à Sciences po Toulouse.

Emmanuel Thibault est professeur à l'université de Perpignan. Ils sont tous deux chercheurs à l'Ecole d'économie de Toulouse (TSE).